

VILLE DE CARCASSONNE

N° D'ORDRE 242

ARRETE

VENTE DE MUGUET SUR LA VOIE PUBLIQUE A L'OCCASION DU 1^{er} MAI -°00°-

Prefecture de l'Aude

27 AVR. 1999

D.P.N.E.

Le Maire de la Ville de Carcassonne, Chef-Lieu du Département de l'Aude ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212.1, L.2212.2, L. 2212.5, L.2213.1, L.2213.2 ;
VU le Code Pénal et notamment ses Articles R.38-14° et 39-1° ;
VU l'Arrêté Municipal du 09.01.68 approuvé par Mr. Le Préfet de l'Aude, portant réglementation de la Circulation et du Stationnement dans l'agglomération ;
VU l'avis de Mr. le Directeur du Service VRD-Environnement ;
Considérant que les ventes de Muguet le 1er Mai ont un caractère traditionnel et qu'il convient à cette occasion d'assurer le bon ordre, la tranquillité publique et une bonne administration du Domaine Public Communal,

ARRETE

ARTICLE 1er.-

A l'occasion du 1er MAI, et pour cette journée seulement, la vente ambulante de muguet "en brins" sera tolérée sur la voie publique.

ARTICLE 2.-

Les vendeurs occasionnels ne pourront, en aucun cas, disposer sur le Domaine Public des installations fixes (bancs, tables, etc...) et se servir de véhicules tels voitures, poussettes, voitures d'enfants. Seule la vente ambulante exercée par des personnes circulant à pied et se bornant à s'arrêter momentanément sur la Voie Publique est tolérée. Les vendeurs sont tenus de respecter les règles relatives à la Circulation et au Stationnement.

ARTICLE 3.-

Le muguet devra être vendu exclusivement en l'état, sans vannerie, ni adjonction d'autres fleurs.

ARTICLE 4.-

Il est formellement interdit aux vendeurs d'importuner les promeneurs et d'attirer leur attention par des appels, cris, annonces, appareils de sonorisation, etc...

ARTICLE 5.-

Toutes infractions aux présentes dispositions seront constatées par procès-verbaux qui seront transmis aux Tribunaux compétents et la marchandise mise en vente pourra être saisie et confisquée.

ARTICLE 6 :

M. Le Secrétaire Général de la Mairie, les agents de la Police Municipale et les Régies Municipales et M. Le Commissaire de Police, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Carcassonne, à l'Hôtel de Ville, le

27 AVR. 1999

Le Maire
L'Adjoint au Maire

CERTIFIE EXECUTOIRE

compte tenu de la transmission en préfecture le

27 AVR. 1999

J.M. BERNIS

et de la publication par affichage le

L'Adjoint au Maire
Le Maire

J.M. BERNIS